

La réintégration des émigrés égyptiens de retour au Caire : enjeux contemporains.

Lucile Gruntz
EHESS-GGSEU*

Depuis l'ouverture des frontières nationales en 1971, l'Égypte est devenue un pays de forte émigration. Beaucoup de travailleurs égyptiens, parfois accompagnés de leur famille, partent en effet s'employer dans les États du Golfe persique. Mais la majorité revient au pays, en raison des spécificités du traitement de la main-d'œuvre étrangère dans la péninsule arabique, de la proximité géographique et des objectifs des migrants. La présente enquête se concentre sur la ville du Caire, lieu de convergence de beaucoup de flux. De la comparaison entre récits de migrants et de sédentaires, il ressort que la migration de retour n'est pas un vecteur systématique du changement social. Qu'il s'agisse des rapports de classe, de genre ou entre générations, les évolutions que peut induire l'expérience du Golfe dans les comportements et représentations demeurent ainsi en partie tributaires du filtre normatif de la société de départ, puis de retour.

Une société de migrants

Depuis l'ouverture des frontières nationales au début des années 1970, l'Égypte est devenue un pays de forte émigration. Au Caire, rares sont ainsi les familles dont aucun membre n'a cherché à s'expatrier vers le riche Golfe persique, « l'Amérique des Arabes ». Beaucoup reviennent cependant, ce qui tient pour part au système de traitement de la main-d'œuvre étrangère adopté par l'ensemble des États du Conseil de Coopération du Golfe (CCG)¹, la *kafâla*. Celle-ci lie l'autorisation de séjour au contrat de travail, et place chaque immigré sous la responsabilité d'un citoyen, qui se porte garant de ses mouvements devant l'État et confisque souvent le passeport des travailleurs sous sa férule. De plus, les droits de ces États font obstacle à la naturalisation (Longva 1999 : 20-21). En outre, la proximité géographique et les objectifs circonscrits des migrants contribuent au renforcement de l'intention du retour. Ces quelques traits communs ne doivent néanmoins pas dissimuler la grande disparité sociale des migrants, miroir des distinctions propres à la société cairote. Cette variété de conditions se trouve encore renforcée par la précarisation d'une partie des flux migratoires, parallèle à leur diversification : les départs clandestins à destination de l'Europe semblent croître en effet, tandis que la sélectivité s'accroît en direction des États les plus riches du Golfe.

Au gré de leurs allers-retours, les travailleurs migrants contribuent à la densification des flux globalisés dans la région. J'ai choisi de concentrer mes recherches de doctorat sur la ville du Caire, où convergent beaucoup de flux régionaux et

* Groupe de Géographie Sociale et d'Études Urbaines. Doctorat en « Territoires, Sociétés, Développement », sous la direction de Nancy L. Green (CRH-EHESS)

¹ Arabie saoudite, Bahraïn, Emirats-Arabes-Unis, Koweït, Qatar, Oman. La Jordanie a également adopté récemment la *kafâla*. L'Irak, où ont travaillé de nombreux Égyptiens, était le seul à refuser ce système. Les guerres des années 1990 et 2000 ont néanmoins tari les flux migratoires en sa direction.

internationaux. En partant de récits individuels, je m'essaie à comprendre comment l'expérience migratoire, unique ou répétée, peut transformer les trajectoires personnelles ; et comment elle se répercute au niveau collectif, via la réinsertion des migrants de retour dans les réseaux sociaux à l'œuvre au quotidien. Depuis le point de départ et de retour, les récits permettent ainsi d'entrevoir le poids spécifique des systèmes de gestion de la main-d'œuvre étrangère dans les différents Etats d'accueil, en regard de l'importance du capital social et des capacités à agir des protagonistes de la migration (Green 2002). Concrètement, je m'intéresse aux « remises sociales » de la migration, normes, représentations et pratiques de ceux qui reviennent de l'étranger (Levitt 1998). Cependant, si l'expérience migratoire transforme, elle le fait en général de manière modeste et problématique à mesurer, tant l'imbrication des flux culturels articulés autour d'une mégalopole comme le Caire rend ardue l'imputation des évolutions sociales à une source exclusive. Il est de fait difficile dans des sociétés de forte émigration de distinguer les changements spécifiquement liés à la migration (Gmelch 1980). En effet, « les flux de remises sociales ne sortent pas de nulle part », mais sont bien au contraire souvent précédés ou facilités par les échanges globaux et évolutions socioculturelles dont la société de départ est le théâtre (Levitt 1998 : 937 ; Vertovec 2004 : 172). L'analyse des transformations des communautés locales de la société d'origine est ainsi décisive, les changements sociaux éventuels ayant souvent lieu en amont des flux migratoires, qui en retour permettent l'accélération des processus en cours (Moujoud 2008 : 66). De plus, une étude située localement semble mieux à même d'identifier le rôle spécifique des migrants de retour au sein des communautés dans lesquelles ils se réinsèrent que des analyses macrosociologiques (Conway et alii 2005 : 10).

Encore exploratoire, l'enquête se construit sur le mode ethnographique à partir d'un corpus d'entretiens et d'observations le plus varié possible. Une démarche nécessaire au Caire où la densité, la mobilité croissante des populations, l'autoritarisme politique conjugué à un néo-libéralisme sauvage accentuent les inégalités, inscrites dans l'espace urbain : les quartiers s'étendent et se polarisent (Singerman et Amar 2006). Ne pouvant prétendre à une représentativité mathématique dans ce cadre tentaculaire, il s'agit d'éviter l'écueil des généralisations hâtives par la diversification volontaire des données (Olivier de Sardan 1995). La définition d'un cadre pertinent à l'enquête ethnographique demeure délicate. Il s'agit d'exploiter des réseaux familiaux, amicaux et de voisinage, qui traversent des quartiers aux caractéristiques socio-spatiales différenciées. En partant de quelques informateurs puis en se laissant porter par un « effet boule de neige » de rencontres en chaîne, il devient possible d'accumuler des données selon un cheminement cohérent, qui épouse les modes de sociabilités quotidiens des Caireotes rencontrés (Singerman 1997). Alors que les disparités spatiales se renforcent, cette enquête itérative permet de pénétrer des espaces fortement cloisonnés socialement, de voyager entre les quartiers dits « populaires » qui regroupent artisans, ouvriers et petite classe moyenne, et les luxueuses « gated communities » qui fleurissent en périphérie de la capitale, abritant les classes aisées (de Koning 2005 ; Denis 2006). Cette diversité permet enfin d'identifier les variables des expériences migratoires. Demeure un dénominateur commun : tous les anciens migrants rencontrés ont occupé un emploi salarié dans un ou plusieurs Etats du Golfe, ou ont accompagné un parent soumis au rapport de force salarial en immigration.

Migration, changement social et rapports de force

Si l'expérience migratoire peut libérer des potentialités d'*agency* individuelle, il ressort néanmoins de l'enquête menée jusqu'à présent que les migrants sont contraints par la structure des rapports de force tant dans leur société de départ, puis de retour, que dans la société d'immigration. C'est au sein de ces hiérarchies toujours évolutives que les émigrés, immigrés puis migrants de retour expérimentent leurs capacités à acquérir de nouveaux statuts. « Traverser des frontières peut être *empowering*, ouvrir des opportunités de défi des normes [sociales], mais peut également créer de nouvelles dépendances et renforcer les limites et hiérarchies existantes » (Morokvasic 2007 : 10). Peggy Levitt identifie dans son étude des migrations dominicaines trois types de migrants, en fonction des interactions qu'ils ont pu développer avec le pays d'accueil. Tandis que certains se comportent en simples observateurs socialisés exclusivement au sein de la communauté immigrée, d'autres s'adaptent en piochant dans les normes et pratiques de leur nouveau lieu de résidence à des fins pragmatiques d'intégration. Enfin, les « innovateurs volontaires » cherchent l'assimilation. Ces positions variées aboutissent respectivement au renforcement des normes et pratiques d'origine, à l'ajout de nouvelles ou à leur hybridation (Levitt 1998 : 931-932). Dans le cas des Egyptiens de retour du Golfe, deux types de variables sont identifiables, qui distinguent à la fois les trajectoires à l'étranger et les comportements au retour. A des critères rattachés directement à l'expérience migratoire - type de contrat décroché à l'étranger, épreuve plus ou moins forte des discriminations, importance des communications avec la communauté d'origine ou durée passée dans la péninsule arabique - se superposent des spécificités liées au statut social pré-migratoire. Ainsi en va-t-il de la place dans le cycle de vie, du genre, et du capital social des migrants.

Parmi mes interlocuteurs, anciens migrants ou sédentaires, tous identifient la durée du séjour à l'étranger comme principale variante des comportements au retour au Caire. Celle-ci est souvent liée au type d'emploi décroché dans le Golfe : en effet, la plupart des anciens migrants ayant passé plus de dix années dans l'un des pays du CCG ont profité de la très forte demande de personnel hautement qualifié dans les années 1970 et 1980, pour beaucoup au sein des ministères publics des métropoles de la péninsule arabique - Riyad, Djedda, Dubaï, Qatar, Madina al-Koweït, Abu-Dhabi. Ils ont également pu bénéficier en raison de leurs emplois privilégiés d'une protection sociale inaccessible aux petits employés du secteur privé, ainsi que du droit et des moyens de faire venir leur famille proche. Ainsi 'Amrû, ingénieur spécialisé dans la gestion des foules à la Mecque, a-t-il disposé d'une couverture santé, de billets d'avion, d'un appartement et d'une voiture, ce qui lui a permis de partir avec son épouse. Grâce à des prérogatives semblables, Al-Mû'min, ancien professeur de langue anglaise puis inspecteur d'académie pendant trente ans à Sharqiyya et Abu-Dhabi, a-t-il pu élever ses six enfants dans les Emirats. Au retour, ces professeurs, ingénieurs, employés ministériels sont les seuls au sein de mon échantillon à afficher une ascension sociale importante. Souvent membres à l'origine de la petite classe moyenne urbaine et éduquée promue par le régime nassérien, ils accèdent après une ou plusieurs décennies dans le Golfe à la classe moyenne supérieure. Leur nouveau statut est matérialisée spatialement : Abû 'Izz par exemple, qui a travaillé au ministère de l'éducation omanais pendant douze ans, a pu acheter une villa et trois appartements pour sa progéniture dans le très huppé (*râqy*) quartier d'al-Ma'âdi. Tous les émigrés qualifiés de longue durée rencontrés, ou leurs enfants, ont également élu domicile dans des quartiers opulents : Masr al-Gadîda, al-Qâhira al-Gadîda, Sitta Uktûbar... En outre, leurs modes de sociabilités les rattachent à la nouvelle élite née des lendemains de l'ouverture économique de 1971 (de Koning 2005). Leurs enfants maîtrisent la

langue anglaise, ont été éduqués dans des écoles et universités étrangères dans la péninsule arabique puis au Caire, voire ont fait des séjours universitaires en Europe ou aux Etats-Unis. Tous se déplacent en voiture, berlines ou imposants 4x4 et fréquentent des lieux de loisir fermés aux membres des classes plus populaires.

Ma'rûf, dont les parents vivent encore au Koweït, où ils possèdent un commerce florissant de pâtisserie industrielle, possède une trajectoire emblématique de cette nouvelle classe aisée et cosmopolite. Il fait sien le discours des habitants des « gated communities » périphériques sur la pollution urbaine (Denis 2006), m'expliquant que sa première année au Caire a été difficile, à cause de la foule, de la sollicitation perpétuelle, du bruit et du trafic, qui contraste avec le calme et la propreté de Koweït. Etudiant à l'American University in Cairo, il me précise qu'à l'AUC selon lui 40 % des étudiants ont des parents revenus du Golfe, ou toujours en Arabie, au Koweït, aux Emirats et au Qatar, 40 % des parents actifs dans de « gros *business* » et seuls 20 % environ des bourses d'études. Pour se détendre, Ma'rûf préfère aux cafés populaires les cafétérias chics des quartiers huppés. Il ne se déplace à travers la ville que dans un gigantesque 4x4 Cherokee, avec lequel il fait la course sur les roades de la capitale en compagnie d'amis disposant de moyens de transport similaires. Chez lui, dans la « gated community » du Nouveau Caire, sa bonne philippine, venue avec lui du Koweït, cuisine et s'occupe des tâches ménagères. Ma'rûf a en outre passé une année à l'université de San Diego aux Etats-Unis, et, s'il ne souhaite plus émigrer, désire clore son *bachelor* en business international en s'engageant dans une entreprise multinationale au Caire.

Ce mode de vie spécifique à la jeunesse dorée issue de l'émigration de retour de longue durée contraste avec les expériences et comportements des anciens migrants issus des quartiers populaires du Caire, les *ahyâ sha'biyya*. Ceux-là n'ont que rarement exercé des emplois très qualifiés, voire ont travaillé en dessous de leur qualification d'origine : informaticien devenu plombier, étudiant en philosophie s'improvisant vendeur de téléphone par exemple. En général, tous se sont trouvés en butte à l'exploitation liée au rapport salarial contractuel envers leurs employeurs privés. Contraints de partager un logement entre une douzaine ou une vingtaine de travailleurs émigrés, rares sont ceux qui ont pu faire venir leurs proches. A leur retour, ils réintègrent en général leur quartier d'origine, à Faysâl, Munîb, Shûbra, emblématiques de la vie « populaire ». A leurs yeux, ainsi que selon leurs proches et voisins n'ayant pas migré, seuls les Caiotes partis travailler sur la longue durée « quinze ans, à peu près », reviennent avec des modes de vie « golfisés », qui leur paraissent étrangers tant ils diffèrent des leurs. Et ce, bien que ceux dont le capital social de départ et la qualification ont pu assurer la réussite ne semblent pas se distinguer des autres membres des classes moyennes supérieures : même capital cosmopolite, mêmes lieux et trains de vie, emplois confortables dans la haute fonction publique ou des entreprises liées à l'international, choix éducatifs et modes de sociabilités similaires (de Koning 2005). Cependant, dans des communautés populaires où la densité des réseaux locaux est centrale à la reproduction sociale et à la routine quotidienne, les manières « transnationales » des classes aisées suscitent des réactions ambiguës, conjuguant envie et méfiance (Ghannam 2002). Là, la réussite signifie acquérir un appartement, de l'électroménager, un pécule suffisant pour se marier, envoyer ses enfants à l'université ou ouvrir un petit commerce. Tels sont les rêves accessibles, par contraste avec les fantasmes d'ascension sociale spectaculaire.

Outre les capacités personnelles à surmonter le racisme et l'exploitation à l'étranger, l'émigré qui réussit doit le montrer à sa communauté d'origine, ce qui implique de garder des liens denses par-delà la mer Rouge, via les réseaux de télécommunications et de fréquentes visites, pour ceux qui restent plus d'une année dans le Golfe. La majorité des personnes rencontrées dans les quartiers populaires du Caire y avaient travaillé entre six mois et cinq ans, pour la majorité d'entre eux en Arabie saoudite, la moins « cotée » des destinations actuelles. La migration est d'autant plus un projet collectif que le capital social de départ est maigre : la responsabilité de l'émigré devant sa famille et sa communauté est lourde. Et nombreuses les histoires d'échec qui laissent un goût amer. Ainsi en va-t-il de Rif'at, la cinquantaine, qui partage avec ses frères l'immeuble familial dans la 'ashwa'iyya de Mar Girgis.² Parti à 16 ans de la maison, il a travaillé dans de nombreux pays, principalement dans le Golfe. Pour financer ses voyages, il s'est reposé sur les économies maternelles et de ses frères cadets, qu'il a dilapidées en montant des projets commerciaux peu fiables au Yémen. Dès lors, la migration paraît souvent une stratégie incertaine pour les communautés populaires, les récits d'échecs contrebalançant les réussites relatives. Migration et retour ne riment donc pas nécessairement avec changement social et ascension. Les rapports de classe jouent en effet un rôle décisif dans l'issue du processus migratoires circulaire, au moins autant que les capacités individuelles, et les efforts collectifs.

Migrations et négociations conjugales

Si les modes de sociabilités et de loisirs des migrants de retour sont facilement observables et que les réponses sur le sujet sont fournies de bonne grâce, il n'en va pas de même lorsque les interrogations portent sur le rapport aux pratiques religieuses golfeïques, ou aux éventuelles transformations des relations familiales. Là, l'observation et le recoupement des données complètent les entretiens, et permettent d'éviter les réactions défensives et les réponses évasives. Mon statut de jeune femme occidentale, souvent soupçonnée de sympathies féministes et de légèreté de mœurs, rend en effet difficile par exemple l'abord de front des évolutions des rapports entre conjoints au cours de la circulation migratoire. Les relations entre générations sont plus aisément discutables, même si l'observation sur la durée des rapports de force concrets reste une béquille indispensable aux entretiens menés auprès des divers membres du réseau familial.

La modification des rapports intrafamiliaux fait l'objet de débats passionnés, souvent mis en scène dans les films, romans, articles de presse, et dans les réflexions recueillies auprès de migrants comme de sédentaires. Dans un film récent de la réalisatrice Hâla Khalîl (*Qis wa Lisq* 2006) par exemple, une jeune mère de deux enfants manque devenir folle car négligée par son mari, émigré dans le Golfe, qu'elle n'a vu « que trois fois en dix ans de mariage. » Cependant, si l'on plaint les jeunes femmes laissées derrière, les migrantes sont, elles, dépeintes sous un jour nettement défavorable. Toujours dans *Qis wa Lisq*, les deux personnages principaux, Gamîla et Yusîf, décident à l'instigation de la première de se marier uniquement pour gagner les « points » nécessaires à l'obtention d'un visa pour la Nouvelle-Zélande. Le lien entre émigration, détérioration des liens matrimoniaux et de la signification du mariage, est également mis en avant par Mahmûd, jeune professeur d'arabe et père de famille : dans son village de Haute-Egypte, il connaît un homme, marié à une femme qui avait

² Le terme désigne en général des quartiers de construction informelle très populaires.

obtenu une bonne situation en Arabie saoudite, qui a du faire le porteur de barils d'eau pour ne pas se retrouver au chômage. Selon Mahmûd, cette situation d'infériorité du conjoint face à sa femme est une véritable « catastrophe. » Il me raconte également l'histoire d'une de ses camarades de lycée, qui, comme Gamîla, ne cherchait à se marier que pour disposer du *mahrâm* indispensable à son départ pour l'Arabie.³ Une série d'articles de presse traitant d'un scandale survenu à l'été 2007 fait également la part belle à la stigmatisation des candidates au départ. Tous dénoncent l'accord conclu par la ministre de la main-d'œuvre avec l'Arabie saoudite pour « l'export » mensuel de 10 000 jeunes travailleuses égyptiennes peu qualifiées vers le Royaume. Les journalistes s'offusquent de la croissance des migrations de jeunes filles *seules* vers le Golfe. Malgré le désir de trouver un travail en accord avec leur formation avancé par les jeunes femmes, la suspicion demeure que les candidates ne soient choisies que pour leur beauté. L'émigration est ainsi identifiée entre les lignes à une forme de prostitution. L'inversion des rôles conjugaux est également montrée du doigt. *Baisers volés (Qubalât masrûqa* 2008), récemment sorti sur les écrans cairotes, met également en scène l'émigration féminine sous un jour dépravé : lors d'un entretien pour l'obtention de visas vers un pays arabe cinq jeunes hommes se voient refuser leur demande, tandis que la seule fille présente, par ailleurs très vulgaire, est sélectionnée.

Selon Mirjana Morokvasic, la plus grande stigmatisation dont les migrantes font les frais par rapport à leurs homologues masculins serait une constante, les normes de genre de la société de départ étant souvent asymétriques. Dans le cas égyptien, cette stigmatisation me semble liée en partie à la domination masculine des mouvements et des corps féminins, sans cesse renégociée voire remise en question par les pratiques quotidiennes des femmes cairotes. Le port du voile de tête, par ailleurs souvent détourné en accessoire de mode, permet ainsi aux jeunes filles de circuler librement durant la journée entre leur domicile, leur lieu d'étude ou de travail, ou leurs espaces de shopping et de loisir, tâchant d'éviter de mettre à mal leur réputation et de trop s'exposer au harcèlement sexuel des hommes rencontrés en chemin. Pour les plus aisées qui se promènent tête nue, la voiture ou les cafétérias fermées font office de « voiles », et protègent les jeunes femmes dans leurs déplacements urbains (De Koning 2005 : chapitre 4). De manière générale, bien que le contrôle familial des femmes, particulièrement des jeunes, soit encore la norme, la mixité qui prévaut dans les espaces publics, les revendications croissantes contre le harcèlement sexuel, et la crise économique qui frappe violemment la société égyptienne depuis le début des années 2000 contribuent, entre autres, à accroître la mobilité et l'activité des femmes cairotes. Dans ce cadre, les descriptions dévalorisantes des migrantes par la presse et le cinéma peuvent être interprétées comme une double stratégie de préservation sociale : protection d'un ordre genré de domination masculine, entremêlé avec une position défensive des classes moyennes qui ont largement accès à la sphère médiatique. La mobilité croissante des femmes sape en effet la vision du foyer idéal, où l'homme est l'unique *bread-winner* tandis que la femme, bien qu'éduquée, demeure inactive, et assume pleinement son rôle de mère (Hoodfar 1996).

Cependant, bien que la mobilité des femmes soit décriée car paraissant remettre en question les normes de domination de classe et de genre, il convient de se garder des analyses « évolutionnistes » hâtives (Moujoud 2008). En effet, les évolutions des

³ Le *mahrâm* est un homme de la famille, ou un employeur qui accompagne et garantit le comportement des femmes immigrées. Toutes les immigrées de moins de 47 ans doivent avoir un *mahrâm* pour travailler en Arabie saoudite.

normes sociales ne suivent que rarement une trajectoire linéaire. Comme le précise Mirjana Morokvasic, « l'ordre genré est non seulement résistant au changement, mais peut même selon les circonstances se voir renforcé [par la migration] ... Les réponses des femmes elles-mêmes contestent rarement cet ordre, mais tendent plutôt à le consolider en se repositionnant de manière plus ferme en son sein » (2007 : 21-23). De fait, il ressort des entretiens et observations menés auprès de quelques migrantes, parties seules ou ayant accompagné leur mari, que la mobilité conjuguées à des variables d'âge et de classe n'aboutit pas systématiquement à un gain de pouvoir des femmes au sein de leurs foyers ou de leur communauté. Les deux « accompagnatrices » âgées rencontrées ont ainsi valorisé dans leurs récits, qu'elles aient ou non travaillé lors de leurs séjours dans le Golfe, la modestie et l'obéissance à l'époux qui sied à l'idéal de la bonne mère de famille, valorisé dans la classe moyenne supérieure à laquelle leur réussite matérielle leur a permis de s'intégrer au retour. Cela tendrait à confirmer l'hypothèse que « le groupe comme instrument de contrôle social minimise la dimension de transgression du code de genre qu'implique la mobilité géographique » (Morokvasic 2007 : 31). Par ailleurs, la migration peut être source de retournements paradoxaux des relations entre hommes et femmes. Sharihân par exemple, jeune professeure de lycée qui a accompagné son mari au Qatar, peine à convaincre son époux de la laisser reprendre son emploi, après la naissance de leur fille. Son salaire ayant connu au Qatar une augmentation substantielle, le mari de Sharihân estime en effet que, la gêne financière ayant disparu, sa femme doit désormais se consacrer uniquement à leur enfant. Quant à 'Azîz, un prospère vendeur de chaussures d'une trentaine d'années, il m'explique que durant son année à Djedda, il a appris à effectuer les tâches ménagères habituellement réservées aux femmes... Qu'il a abandonnées sitôt de retour au Caire, pour les laisser à son épouse !

Enfin, même les jeunes femmes qui décident d'émigrer seules ne sont pas assurées d'obtenir un statut valorisant à leur retour. Asmâ, âgée de trente deux ans et divorcée, enseigne aujourd'hui le sport dans un collège de filles, et élève avec l'aide de ses parents son fils de cinq ans. Partie travailler de ses vingt deux à vingt sept ans à Abu-Dhabi comme maître-nageuse, Asmâ a apprécié la liberté de mouvement et de gestion de son argent dont elle bénéficiait aux Emirats, loin de la tutelle parentale. Elle marchait en short et dévoilée dans la rue, allait travailler en vélo et faisait de la colocation avec une amie libanaise. De retour au Caire, elle a épousé un beau présentateur de télévision, qui n'en voulait selon elle qu'à ses économies. Après leur divorce, et malgré son fils, alors âgé d'une année, elle a décidé de repartir seule dans le Golfe pour un an, cette fois comme professeure de natation dans le centre de beauté d'une princesse en Arabie saoudite. A Riyad, elle s'est improvisée professeure de yoga et de boxe pour la saison d'hiver, puis s'est faite muter à Djedda, « où la vie est plus libre. Je pouvais marcher dans la rue en 'full make-up' sans problèmes ! » Si la trajectoire d'Asmâ démontre indéniablement sa capacité à agir et à se rendre maîtresse de sa mobilité, son retour se solde en revanche par une privation partielle de l'*agency* acquise à l'étranger. Asmâ habite en effet chez ses parents, et dépend de sa mère pour la garde de son fils. Laquelle ne se prive pas de commenter les sorties d'Asmâ dans les cafétérias d'al-Ma'adi, en compagnie d'amis de sexe masculin. De plus, en raison de son statut de divorcée, elle préfère rester chez ses parents, ce qui lui garantit une meilleure réputation que si elle vivait seule. Malgré son argent en effet, Asmâ demeure une divorcée : c'est que pour les jeunes femmes, la réussite s'estime tout autant en termes matrimoniaux que pécuniaires. La migration n'est donc pas un processus linéaire : les gains qu'elle peut engendrer en termes de relations de genre

pour les migrantes sont fragiles et tendent à être remis en question après leur retour, lors de la réintégration dans le réseau familial.

L'expérience du Golfe, un rite de passage à l'âge adulte ?

Si le processus migratoire paraît d'issue incertaine pour les jeunes femmes, les jeunes hommes doivent également compter sur de multiples contraintes structurelles afin de réussir leur réintégration. Les rapports de force entre générations encadrent en effet fortement l'expérience de l'étranger chez les migrants de sexe masculin. En Egypte, c'est au futur marié qu'incombe l'essentiel des coûts du mariage : appartement, dot, et une grande partie de l'ameublement. Si les parents prêtent souvent main forte aux futurs époux, reste que beaucoup de jeunes hommes voient dans l'émigration de courte durée un moyen d'accumuler la somme nécessaire pour pouvoir se marier (Singerman 1995). Parce que le mariage représente une importante transition statutaire dans le cycle de vie des femmes comme des hommes, ce type d'émigration ponctuelle est souvent considéré comme un rite de passage. Mauro Van Aken analyse ainsi sous cet angle les trajectoires de jeunes paysans égyptiens partis travailler clandestinement comme ouvriers agricoles en Jordanie (2005 : 134). Les épreuves subies, et la liminalité expérimentée à l'étranger ferait alors pendant à l'accès à un statut d'homme au retour. Dans le cas des Cairotes rencontrés, les épreuves endurées dans le Golfe, insultes, actes racistes et horaires de travail éprouvants, me semblent caractéristiques d'une marginalisation sociale temporaire. Néanmoins, l'aspect mécaniste du rite de passage, où la réintégration « par le haut » vient clore l'épisode liminaire, convient mal à un phénomène migratoire où l'éventualité de l'échec n'est jamais à écarter. Le caractère liminaire de l'expérience n'implique pas en outre qu'il soit partagé par tous, contrairement au rituel. De fait, l'aspect éprouvant et transitionnel de l'émigration se trouve plus ou moins marqué selon l'âge et la condition sociale des interlocuteurs.

Aujourd'hui âgé de 28 ans, Ahmad rêvait à 21 ans de quitter son pays, à l'issue de ses études de commerce. Il vivait alors chez ses parents dans le quartier populaire d'al-Demerdash, et alternait longues périodes de chômage et petits boulots. L'émigration lui paraissait l'unique solution pour devenir enfin indépendant, « acheter un appartement, gagner beaucoup d'argent, avoir une belle voiture et faire un beau mariage... Le rêve de tous les adolescents, quoi ! » Grâce à son oncle paternel, et alors qu'il est entré en grave dépression, Ahmad parvient à partir pour Abha, une ville saoudienne du Sud, où il exerce le métier de plombier, qui lui est totalement inconnu. Les conditions de travail y sont tellement éprouvantes qu'il perd la mobilité d'une partie de sa main gauche. En butte au racisme de la population saoudienne, et « près de devenir fou », il décide de revenir au Caire au bout d'une année, avec 11 000 £ d'économies en poche (soit environ 1 600 €). A son retour, les difficultés d'argent reprennent, bien qu'il finisse par décrocher un travail de secrétaire dans un ministère, pour un salaire mensuel de 200 £, soit 30 €. Il a néanmoins pu ouvrir grâce à ses économies un petit centre informatique, qu'il fait tourner en parallèle à son emploi et aux études de psychologie entamées il y a deux ans. Si Ahmad reconnaît que l'expérience de l'Arabie saoudite lui a appris la débrouillardise, à vivre avec rien, il considère pourtant avoir échoué. Du Golfe, il n'a pu ramener que quelques cadeaux à sa famille, des *galabiyas* pour son père et un robot mixer Moulinex pour sa mère. Surtout, Ahmad n'est pas parvenu à concrétiser ses rêves : un emploi stable et un pécule suffisant pour se marier. Son récit reflète l'amertume et la souffrance d'avoir

été traité « comme un chien » à l'étranger, sans avoir pour autant réussi à se faire une place au soleil au Caire.

L'expérience d'Ahmad contraste nettement avec les récits d'anciens migrants plus âgés, qui sont partis dans les années 1980. Pour Ramadân, comme pour 'Umar en effet, qui tous deux ont atteint aujourd'hui la cinquantaine et ont travaillé chacun cinq ans en l'Arabie saoudite, de 1981 à 1985 comme imprimeur industriel pour le premier, et de 1978 à 1983 comme chauffeur de poids lourds pour le second. Ramadân comme 'Umar se sont réinstallés dans leurs quartiers populaires d'origine, et mènent un train de vie modeste. Néanmoins, tous deux me dressent un tableau enthousiaste de leur expérience migratoire : l'un a affronté courageusement les brimades d'un contremaître raciste pour accéder à la reconnaissance, l'autre se campe en véritable héros de la mécanique.... Ils tendent à minorer les épreuves endurées pendant la migration en regard des avancées statutaires post-migratoire. Ce sont le mariage, l'achat et l'ameublement d'un appartement à leur retour qui sont valorisés. Ces différences traduisent à mes yeux une évolution temporelle de l'expérience migratoire dans le Golfe, marquée par une précarisation croissante, à l'heure où les politiques de « golfisation » des emplois qualifiés relèguent les immigrés aux tâches subalternes. De plus, l'afflux de migrants asiatiques dans le Golfe, qui acceptent des emplois moins bien rémunérés que les travailleurs originaires des pays arabes, incite les employeurs privés au dumping salarial (Lavergne 2003). Dès lors, les possibilités d'ascension statutaire dans le cycle de vie que représentait le voyage vers la péninsule pour les pères deviennent aléatoires pour leurs fils. Ce qui conduit les jeunes hommes des quartiers pauvres à diversifier leurs stratégies pour parvenir à leurs objectifs de transition statutaire. Ainsi Ashraf, qui sert dans un café « populaire » (où l'on trouve *shisha-s*, café turc, thé noir, et fréquenté par une clientèle quasiment exclusivement masculine), m'explique-t-il que pour qui sait travailler dur, nul besoin de s'expatrier : lui a travaillé « comme un esclave » pendant des années dans une boulangerie publique à Mar Girgis, afin de pouvoir fonder une famille.

En somme, il semble que sont d'autant plus liminaires les expériences migratoires qui ne bénéficient d'aucune solidité statutaire pré-migratoire, qui, comme Ahmad ne sont ni mariés, ni suffisamment diplômés ou employés de manière stable. Mais si la différence entre générations est saisissante entre migrants des quartiers populaires, les dissimilitudes entre jeunes hommes migrants d'origines sociales différentes sont plus fortes encore. La mise en regard de l'expérience d'Ahmad avec celle de 'Adil est éclairante à cet égard. Agé de 25 ans, 'Adil travaille comme professeur particulier d'arabe pour les étrangers, dans une école privée. L'aîné d'une famille aisée du Delta, il a quitté son appartement de Madinat al-Nasr pour un logement plus spacieux à Maṣr-al-Gadīda, autre quartier chic. Après des études de littérature arabe et anglaise et de linguistique à Al-Azhar, il a travaillé comme réceptionniste dans un hôtel à Urghada pendant deux ans, puis, de retour au Caire, comme VRP dans une entreprise privée. Comme cet emploi ne correspondait pas à ses attentes, il a répondu à une annonce de recrutement dans un journal. Quatre mois plus tard, il partait pour Doha, au Qatar, afin d'exercer un emploi de cinq mois comme représentant des affaires asiatiques pour la diplomatie qatarie. Son *kafil* était le neveu du Prince, et son emploi très bien rémunéré. Sa position privilégiée lui donnait droit à une voiture de fonction et des coupons de nourriture. Il n'a jamais ressenti de racisme à son encontre, et met par contre un point d'honneur à se distinguer des travailleurs asiatiques, de « très basse extraction. » S'il est parti dans le Golfe, me précise-t-il, c'est dans l'idée de

faire une « rencontre interculturelle », et non d'amasser un pécule. 'Adil ne mentionne pas l'argent, comme motif au départ : à « immigration », il préfère afin de qualifier son expérience l'expression « découverte culturelle ». Il a d'ailleurs choisi de ne pas renouveler son contrat... « C'est une question de dignité, tu vois. Je ne voulais pas me mettre en position de leur demander quoi que ce soit. Les Qataris pensent des étrangers qu'ils se rapprochent d'eux pour leur extorquer quelque chose. Je ne voulais pas que l'on pense cela de moi. » 'Adil accentue enfin sa différence des autres travailleurs migrants en insistant sur le fait qu'il a dépensé l'intégralité de ses économies qataries en futilités à son retour : l'essentiel est passé en frais de réparation de sa voiture, le reste en sorties. En outre, il se dit non intéressé par le mariage. A travers ces deux récits d'expérience migrante antinomiques, entre Ahmad et 'Adil, l'intersectionnalité entre appartenance de classe et âge se rend particulièrement visible (Falquet et Rabaud 2008). Plutôt qu'un rite de passage vers l'âge adulte pour les jeunes hommes caiotes, la migration semble dès lors davantage représenter une stratégie aléatoire et risquée d'ascension pour les plus défavorisés, tandis qu'elle tend à être considérée comme un loisir par la jeunesse aisée de la capitale. Elle fonctionne alors comme un indice des logiques de distinction dans une société urbaine de plus en plus inégalitaire.

Conclusion

Parce que localisée et s'intéressant aux pratiques quotidiennes, l'enquête ethnographique permet de s'essayer à démêler dans l'imbrication des flux internationaux qui rattachent le Caire au reste du monde « globalisé » la place spécifique que peuvent jouer les migrations de retour. Au sein des évolutions sociales qui redéfinissent incessamment les multiples visages de la capitale égyptienne, les anciens migrants jouent des rôles polymorphes et souvent difficiles à saisir par la seule voie des entretiens. C'est en voyageant dans les différents espaces urbains, et en recoupant les données issues de la sphère publique, des trajectoires personnelles, et de l'observation, que l'on peut dessiner les contours encore flous de la mosaïque des remises sociales liées à la migration de travail vers les Etats du Golfe. Si celle-ci transforme les existences, et se répercute, vu l'ampleur des départs et des retours, au niveau collectif, les transformations ne suivent pas une voie linéaire. Outre les indéniables capacités de « débrouille » personnelle nécessaires à la réussite, celle-ci demeure largement fonction du capital de départ des migrants, selon leur place dans la hiérarchie multiforme de la société caiote.

Al-Qasîm, Hâna'. 2005. Les jeunes filles accaparent les opportunités de travail dans le Golfe. Bouleversement dangereux du marché de l'émigration... ou des mœurs ? (en arabe). *Al-Gamâhîr* du 09.02.2005.

Conway D., **Potter R.** et **Philipps J.** (dir). 2005. *The Experience of Return Migration : Caribbean Perspectives*. Aldershot : Ashgate

Denis, Eric. 2006. Cairo as Neo-Liberal Capital ? From Walled City to Gated Communities. In Sngerman et Amar (dir.). 47-71

Falquet J. et **Rabaud**, A. 2008. Introduction. In Cahier du CEDREF, *Femmes, genre, migrations et mondialisation : un état des problématiques*. Paris : Université Paris Diderot. 7-32

Ghannam, Farha. 2002. *Remaking the Modern, Space, Relocation and the Politics of Identity in a Global Cairo*. Berkeley : UCP

- Gmelch**, Georges. 1980. Return Migration. *Annual Review of Anthropology* n° 9. 135-159.
- Green**, Nancy. 2002. *Repenser les migrations*. Paris : PUF
- Haas**, Hein de. 2007. *Remittances, Migration and Social Development : a Conceptual review of the Literature*. Geneva : UNRISD Program Paper n° 34
- Hoodfar**, Homa. 1996. Egyptian Male Migration and Urban Families Left Behind. In Singerman et Hoodfar (dir.), *Development, Change and Gender in Cairo : a View from the Household*. Bloomington : Indiana University Press. 51-79
- Koning**, Anouk de. 2005. *Global Dreams : Space, Class and Gender in Middle Class Cairo*. Thèse de doctorat sous dir. F. Van der Heijen. Université d'Amsterdam.
- Lavergne**, Marc. 2003. Golfe arabo-persique : un système migratoire de plus en plus tourné vers l'Asie. *REMI* vol 19 n°3
- Levitt**, Peggy. 1998. Social Remittances : Migration Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion. *International Migration Review* vol 32 n° 4. pp. 926-948
- Longva**, Anh N. 1999. Keeping Migrant Workers in Check : The Kafala System in the Gulf. *Middle East Report* n° 211. 20-22
- Morokvasic**, Mirjana. 2007. Migration, Gender, Empowerment. In Lenz, Ullrich et alii (dir.), *Gender Orders Unbound. Globalization, Restructuring and Reciprocity*. Budrich : Opladen. pp.69-97
- Moujoud**, Nasima. 2008. Effet de la migration sur les femmes et sur les rapports sociaux de sexe : au-delà des visions binaires. In Cahier du CEDREF, *Femmes, genre, migrations et mondialisation : un état des problématiques*. Paris : Université Paris Diderot. 57-79
- Olivier de Sardan**, Jean-Pierre. 1995. La politique du terrain. *Enquête* n° 1. pp 71-109.
- Singerman**, Diane. 1997. *Avenues of Participation : Family, Politics and Networks in Urban Quarters of Cairo*. Le Caire : AUC Press (2nde éd.)
- Singerman**, D. et **Amar**, P. (dir.) 2006. *Cairo Cosmopolitan*. Le Caire : AUC Press.
- Turky**, Al-Sayyid. 2007. Les députés du PND au Parlement demandent la destitution de 'Aisha, après qu'elle ait signé un accord pour exporter 120 000 jeunes femmes pour travailler comme domestiques dans les maisons des Saoudiens (en arabe). *Al-Dustûr* du 26.05.07.
2007. Symboles égyptiens : l'envoi de 120 000 servantes... Une humiliation pour l'Égypte. *Ibid.*
- Van Aken**, Mauro. 2005. The Experience and Hierarchy of Migration : Egyptians Labourers in the Jordan Valley, in Jaber (dir.), *Mondes en mouvements : Migrants et migrations au Moyen-orient au tournant du 21^{ème} siècle*, Beyrouth : IFPO, 221-242
- Vertovec**, Stephan. 2004. Migrant Transnationalism and Modes of Transformation. *IMR* vol 38 n° 3. 149-180